

RCS : CRETEIL Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1986 B 00187 Numéro SIREN : 304 602 956 Nom ou dénomination : COOPERATIVE U ENSEIGNE
--

Ce dépôt a été enregistré le 21/07/2021 sous le numéro de dépôt 21217

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2020 (ACTIF)

ACTIF (en k€)		BRUT au 31/12/20	Dépréciations et amortissements	NET au 31/12/20	NET au 31/12/19
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires		6 509	3 306	3 203	2 448
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		231 397		231 397	230 915
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains		3 416	570	2 846	2 899
Constructions		21 954	9 582	12 372	13 901
Matériels et outillages		779	718	61	83
Autres immobilisations corporelles		14 577	9 495	5 082	6 049
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		222		222	13
Immobilisations financières					
Participations par mise en équivalence					
Titres de participations		536 079	14 304	521 775	518 836
Créances rattachées à des participations		173 090	11 896	161 194	150 686
Autres titres immobilisés		22 650	5 000	17 650	22 433
Prêts		78 515		78 515	77 365
Autres immobilisations financières		50 520	4 155	46 365	53 671
Actif immobilisé		1 139 708	59 026	1 080 682	1 079 299
Stocks matières premières et autres approvisionnements					
En-cours de production de biens					
Stocks de marchandises		539 476	14 306	525 170	481 768
Avances et acomptes versés sur commandes		5 604		5 604	1 977
Créances clients et comptes rattachés		1 512 369	12 894	1 499 475	1 392 387
Autres créances d'exploitation		416 003		416 003	369 217
Capital souscrit et appelé non versé					
Valeurs mobilières de placements		20 676		20 676	30 676
Disponibilités		8 447		8 447	4 581
Charges constatées d'avance		5 207		5 207	5 900
Actif circulant		2 507 783	27 200	2 480 582	2 286 509
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					
Ecart de conversion actif		226		226	251
TOTAL GÉNÉRAL		3 647 717	86 226	3 561 490	3 366 060

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2020 (PASSIF)

PASSIF (en k€)		Au 31/12/20	Au 31/12/19
Capital social			
Prime de fusion		769 142	769 142
Ecart de réévaluation (dont écart de mise en équivalence)			
Réserve légale			113
Réserve statutaire, contractuelle			11
Réserves réglementées			
Autres réserves		4 844	4 844
Report à nouveau		-1 302	-1 479
Résultat de l'exercice		511	177
Provisions réglementées			
Capitaux propres		773 319	772 808
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres fonds propres			
Provisions pour risques		62 345	68 171
Provisions pour charges		23 860	23 180
Provisions pour risques et charges		86 205	91 352
Dettes financières			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit		410 650	360 062
Emprunts et dettes financières diverses		97 029	81 691
Dettes d'exploitation			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 762 794	1 642 720
Dettes fiscales et sociales		161 865	146 704
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		241	560
Autres dettes d'exploitation		247 950	253 325
Produits constatés d'avance		20 908	16 627
Dettes		2 701 438	2 501 690
Ecart de conversion passif		528	211
TOTAL GÉNÉRAL		3 561 490	3 366 060

LE
SOUS LE N°
21 JUL. 2021
DEPÔT AU GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRETEIL

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020

	(en k€)	2020	2019
Ventes de marchandises		11 316 162	10 399 314
Production vendue de services		1 042 126	958 483
Production vendue de prestations diverses			
Chiffre d'affaires net		12 358 288	11 357 797
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		1	6
Reprises amortissements-provisions, transferts de charges		18 114	19 483
Autres produits		21 534	64 854
Produits d'exploitation		12 397 937	11 442 140
Coût d'achat des marchandises vendues		11 150 880	10 232 721
Achats de marchandises		11 202 178	10 267 062
Variation de stocks de marchandises		(51 298)	(34 340)
Consommations en provenance des tiers		992 805	938 786
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douanes)			
Variation de stocks d'approvisionnement			
Autres achats et charges externes		992 805	938 786
Impôts, taxes et versements assimilés		27 309	27 761
Charges de personnel		177 300	174 549
Salaire et traitements		109 499	111 143
Charges sociales		67 801	63 406
Dotations aux amortissements et provisions		25 901	33 001
- sur immobilisations		3 311	4 664
- sur actif circulant		14 573	6 274
- pour risques et charges		8 017	22 062
Autres charges d'exploitation		24 102	25 444
Charges d'exploitation		12 398 297	11 432 262
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-360	9 878

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020 (SUITE)

	(en k€)	2020	2019
Résultat d'exploitation		(360)	9 878
Opération en commun		10	79
Bénéfice attribué ou perte transférée		10	79
Produits financiers		5 052	12 585
Produits financiers de participation		3 363	3 579
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		1 315	2 428
Reprises sur provisions et transferts de charges		374	6 578
Différences positives de change		0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Charges financières		6 467	22 327
Dotations aux amortissements et provisions		2 476	18 956
Intérêts et charges assimilés		3 991	3 371
Résultat financier		(1 415)	(9 742)
Résultat courant avant impôts		(1 765)	216
Produits exceptionnels		6 806	83 933
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 016	1
Produits exceptionnels sur opérations en capital		5 790	1 604
Reprises sur provisions et transferts de charges			82 327
Charges exceptionnelles		4 610	84 078
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		736	67 368
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		3 874	4 112
Dotations exceptionnelles aux provisions et amortissements			12 598
Résultat exceptionnel		2 196	(145)
Participation des salariés			
Impôts sur les bénéfices		(80)	(106)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		511	177

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Présentation de COOPÉRATIVE U ENSEIGNE

La Coopérative U Enseigne est une société anonyme coopérative d'achats en commun de commerçants détaillants à capital variable dont les statuts relèvent de la loi du 11 juillet 1972.

La Coopérative U Enseigne emploie 2 348 salariés au 31 décembre 2020 et a réalisé un chiffre d'affaires entrepôts hors taxes et hors droits de 11 316 163 k€ en hausse de 8,82 % versus 2019 et un chiffre d'affaires net global de 12 358 289 k€ contre 11 357 797 k€ en 2019.

Faits caractéristiques de l'exercice

Malgré la croissance exceptionnelle du chiffre d'affaires liée en grande partie au contexte sanitaire, la situation reste très contrastée car, dans le même temps, la Coopérative U Enseigne a dû faire face à des surcoûts très importants pour équiper en matériels de protection ses collaborateurs et les magasins, et a pris également des mesures visant à soutenir ses PME partenaires en difficulté.

Autre événement marquant à signaler, la panne informatique majeure subie par la Coopérative le 15 mai 2020 qui a entraîné l'arrêt brutal des systèmes de gestion commerciale et de gestion d'Entrepôt jusqu'au 24 mai 2020. À partir du 19 mai 2020, un système de secours fortement dégradé en termes de performance et de fonctionnalités a permis néanmoins à U Logistique de livrer partiellement les magasins et atténuer les impacts sur leur exploitation.

Le coût de cette panne informatique associé aux surcoûts liés au contexte pandémique a terni la bonne tenue du résultat de U Enseigne, puisqu'en dépit de la hausse de Chiffre d'Affaires susvisée, le résultat net comptable de 2020 est tout juste à l'équilibre.

Enfin, U Enseigne fait l'objet d'un contrôle fiscal depuis le 6 octobre 2020 qui porte sur les exercices 2017, 2018 et 2019. À date, aucune proposition de rectification susceptible de remettre en cause les comptes des exercices concernés par cette vérification, n'a été portée à l'attention de notre Coopérative.

Événements postérieurs à la clôture

Nous précisons par ailleurs que les états financiers de la société ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. À la date d'arrêt des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2020 de la société, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité. Cette affirmation tient entre autres compte de l'appréciation de la direction des faits notés entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes et des conséquences attendues de l'épidémie de Covid-19. À ce titre, la direction ne s'attend pas à subir un impact significatif sur ses comptes en 2021.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis suivant les prescriptions du plan comptable général 2014 en faisant application des règles comptables spécifiques applicables aux sociétés coopératives de commerçants détaillants. La société applique le règlement ANC n°2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture qui a comme conséquence le reclassement du résultat des opérations de change en comptes d'exploitation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables,
- non compensation,
- intangibilité du bilan d'ouverture, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Méthodes d'évaluation et règles de présentation

Les comptes sont établis conformément au PGC 2014 et aux principes comptables généralement admis et intègrent les changements résultant de la mise en œuvre des règlements CRC 02-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et CRC 04- 06 (Règlements sur les Actifs) sur la définition, l'évaluation et la comptabilisation des actifs depuis l'exercice clos le 31 décembre 2005.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Elles sont composées :

- de logiciels évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de un à cinq ans,
- de coûts de marques relatifs à la création des emballages des Produits U et amortis sur une durée de trois ans,
- d'autres marques de fabrique et de commerce ne faisant l'objet d'aucun amortissement,
- de la valorisation du savoir-faire objet de l'Apport Partiel d'Actif du 29 juin 2017 et non amorti.

La valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine de la Coopérative (prix d'achat et frais accessoires, hors frais financiers).

La valeur brute du savoir-faire correspond à la valeur du traité d'apport.

Ces immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de la valorisation des marques et savoir-faire des Centrales régionales lors de l'apport de leur branche commerciale à la Coopérative U Enseigne. La juste valeur des marques et savoir-faire des Centrales régionales a été déterminée par l'application d'une méthode relevant de l'approche intrinsèque et à titre secondaire par l'application d'une méthode relevant de l'approche analogique :

- Méthode des superprofits (méthode intrinsèque privilégiée) : la valeur de la marque correspond à une fraction de la valeur actuelle des superprofits générés par les actifs incorporels ne figurant pas au bilan agrégé du Groupement U. La valeur des superprofits annuels est déterminée par différence entre le résultat effectivement attendu de l'activité et le résultat théorique qui serait obtenu en considérant une rentabilité des capitaux propres égale au coût du capital.

- Méthode des redevances de marché (méthode analogique, à titre de test de cohérence) : comparaison entre le taux de redevance implicite induit par la valeur estimée par la méthode des superprofits et des taux de redevance de marché observés pour des activités comparables. Ces actifs ne sont pas amortis

Lorsque la valeur nette comptable d'une immobilisation est supérieure à sa valeur actuelle (la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage) une dépréciation est constatée.

La valeur d'usage est appréciée notamment en fonction de la rentabilité estimée.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent des titres de participation, des créances rattachées aux titres de participation et autres titres immobilisés dont ceux apportés dans le cadre de l'opération d'Apport Partiel d'Actif de 2017 pour un montant réévalué de 261 711 884 €.

Titres de participation

La valeur brute correspond aux coûts historiques d'acquisition, augmentés des frais d'acquisition relatifs à ces titres.

Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Cette valeur actuelle est déterminée à l'issue du processus suivant :

- recherche d'indicateurs de perte de valeur par comparaison de la valeur nette comptable des titres avec la quote-part de situation nette revenant à l'Associé,
- en cas d'indicateur de perte de valeur, mise en œuvre d'un test de dépréciation fondé sur une approche mixte combinant :

- une évaluation des actifs immobiliers des participations en fonction de leur valeur locative tenant compte notamment du niveau d'activité du point de vente, capitalisée au taux de 8%, déduction faite des droits de mutation et frais d'actes estimés à 7%.

- une évaluation des autres actifs économiques des participations et notamment du fonds commercial selon l'approche par les flux de trésorerie actualisés (DCF).

Créances rattachées à des participations

Les créances rattachées à des participations correspondent principalement aux comptes courants sur les participations.

Ces créances sont dépréciées par voie de provision après appréciation, au cas par cas, du risque présenté par chaque débiteur et examen des difficultés susceptibles d'affecter le recouvrement de ces créances et selon la méthode décrite ci-dessus pour les titres de participation.

Autres titres immobilisés

Les titres des sociétés ayant pour objet direct ou indirect l'exploitation d'un supermarché Associé de la Coopérative sont comptabilisés en autres titres immobilisés dans les comptes de la Coopérative, car le Groupement n'exerce pas un contrôle ou une influence notable sur les sociétés concernées.

La valeur brute du poste «Autres titres immobilisés» correspond aux coûts historiques d'acquisition augmentés des frais d'acquisition relatifs à ces titres.

Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Cette valeur actuelle est déterminée à l'issue du processus suivant :

- recherche d'indicateurs de perte de valeur par comparaison de la valeur nette comptable des titres avec la quote-part de situation nette revenant à l'Associé,

- en cas d'indicateur de perte de valeur, mise en œuvre d'un test de dépréciation fondé sur une approche mixte combinant :

- une évaluation des actifs immobiliers des participations en fonction de leur valeur locative tenant compte notamment du niveau d'activité du point de vente, capitalisée au taux de 8%, déduction faite des droits de mutation et frais d'actes estimés à 7%.

- une évaluation des autres actifs économiques des participations et notamment du fond commercial, selon l'approche par les flux de trésorerie actualisés (DCF).

La Coopérative est détentrice de titres dans des Sociétés Civiles Immobilières (SCI) non soumises à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence les résultats de ces sociétés sont répartis entre les différents Associés et imputés directement dans le résultat fiscal de la Coopérative.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautions, et aux comptes courants sur les autres titres immobilisés. Ces autres immobilisations financières sont inscrites à leur valeur nominale. Une provision est, le cas échéant, constituée pour tenir compte de leur valeur actuelle, valeur déterminée selon la méthode de valorisation utilisée au niveau du Groupement U et décrite ci-dessus.

Stocks

Stocks de matières premières et d'approvisionnement

Le stock de matières premières et d'approvisionnement correspond au stock de : fournitures informatiques, fournitures d'imprimerie, pièces détachées. Ces stocks sont évalués au coût de revient suivant la méthode du FIFO. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Stocks de marchandises

Les stocks de marchandises sont évalués au coût de revient suivant la méthode du PMP prix moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires tels que les frais de transport sur achat, de douanes et les taxes parafiscales.

Les escomptes de règlement viennent en déduction du coût d'achat.

Les remises reçues des fournisseurs sont intégrées dans la valeur brute des stocks comme suit :

- les ristournes inconditionnelles sont intégrées systématiquement,
- les ristournes conditionnelles ne sont intégrées que lorsqu'il est certain que les conditions d'octroi, prévues contractuellement, sont atteintes.

Les stocks de marchandises détenus en monnaie étrangère sont valorisés à un coût interne qui correspond par campagne, à la moyenne des couvertures négociées pour la réalisation de ces achats.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation est effectuée.

La valeur de réalisation est déterminée selon plusieurs critères : produits non reconduits sur les cadenciers, produits non conformes à la législation mis au rebut, date limite de vente déterminée en fonction de la date limite de consommation, reliquats de stocks des opérations commerciales passées.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont inscrites à leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées par voie de provision après appréciation, au cas par cas, du risque présenté par chaque débiteur et examen des difficultés susceptibles d'affecter le recouvrement des créances contentieuses.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont valorisées au taux de la devise à la clôture de l'exercice.

Effets à payer, Effets escomptés non échus

Les effets à payer sont présentés dans les dettes fournisseurs et comptes rattachés. Leur montant total s'élève à 44 130 € à la clôture de l'exercice dont 44 130 € d'effets à payer échus et non présentés par les fournisseurs.

Les effets escomptés non échus à la clôture sont présentés dans les créances clients et comptes rattachés. Il n'y a aucun effet escompté non échus au 31 décembre 2020.

Autres créances

Le poste autres créances comprend notamment les ristournes à recevoir des fournisseurs, évaluées en fonction des conditions en vigueur à la date de clôture.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition, y compris les frais engagés pour leur acquisition.

Le cas échéant une provision pour dépréciation égale à la différence entre le coût d'acquisition et la valeur actuelle est effectuée.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres a été estimée en faisant application de la méthode FIFO.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, le solde des comptes bancaires en devises a été converti au cours de la devise à la clôture de l'exercice.

Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Le Groupe gère les risques de marché liés aux variations des taux d'intérêt et des cours de change (principalement USD), en des instruments financiers utilisant dérivés, notamment des swaps de taux d'intérêt, des contrats d'achats à terme de devises et des achats de call européens (options).

Tous ces instruments sont utilisés à des fins de couverture.

La stratégie de couverture de change suit un double principe :

- garantir un taux de change au service Import sur la base des projections d'achat de marchandises en devises,
- ne pas être en position spéculative.

Les achats de marchandises en devises sont couverts à 90% sur la base de l'estimation des besoins prévisionnels établis semestriellement par le service Import et communiqué à la Trésorerie.

Un tableau de suivi mensuel des écarts entre les prévisions et les réalisations des achats en devises permet de s'assurer que les besoins sont couverts. Ce suivi fait l'objet d'une analyse entre le service Import et la Trésorerie.

Ces opérations de couverture sont comptabilisées à échéance pour leur montant négocié.

Les effets des instruments financiers utilisés par le Groupe pour couvrir et gérer ses risques de change et de taux sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert. Ainsi :

- le résultat des swaps de taux est reconnu au rythme des intérêts d'emprunt couverts et classé en résultat financier (en « Charges d'intérêts »),
- le résultat des contrats d'achats à terme de devises est reconnu dans le même compte que les achats de marchandises qu'ils permettent de couvrir.

Le report/déport sur les dérivés de change est comptabilisé en résultat lorsque les achats couverts correspondants sont comptabilisés.

Les variations de valeur des dérivés ne sont pas comptabilisées au bilan (sauf pour permettre d'appliquer le principe de symétrie du résultat).

Primes d'émission, de fusion, d'apport

Cette rubrique comprend la prime d'apport constatée lors de l'opération d'Apport Partiel d'Actif du 29 juin 2017, minorée des frais (principalement honoraires de notaires) relatifs à cette opération en application de la méthode préférentielle.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, existante à la date de clôture des comptes, qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie équivalente pour l'entreprise et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée (avis CNC 00-01 sur les passifs).

Les provisions pour risques et charges constituées au 31 décembre 2020 correspondent à :

- la provision concernant le litige TAC,
- la provision pour contentieux sociaux,
- la provision pour médailles du travail,
- la provision relative aux indemnités de départ à la retraite,
- la provision relative aux risques Associés.

Indemnités de départ à la retraite

La charge afférente aux indemnités à verser aux employés lors de leur départ à la retraite est constatée lors de leur versement.

Néanmoins, depuis le 1er janvier 2000, pour faire face à ces charges futures, la société a souscrit des conventions d'assurances collectives et, à ce titre, possède des actifs de couverture.

Le montant des engagements en matière de pensions et de retraites a été comptabilisé selon la méthode préférentielle conformément à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n°R03-R.01.

En l'absence d'accord d'entreprise sur ce thème, les droits ont été calculés sur la base des conditions prévues par la convention collective 2020

Hypothèses de calcul des indemnités de départ en retraite

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Age de départ en retraite	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans
Taux d'actualisation	0,34%	0,77%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Taux de revalorisation des salaires (dont inflation)	2,3%	2,3%
Turnover (démissions)	Selon statistiques adaptées à l'environnement de la société	Selon statistiques adaptées à l'environnement de la société
Table de mortalité	TVTD 2004-2006	TVTD 2004-2006
Taux de charges sociales	Règle par collège	Règle par collège
Périmètre	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques
Modalités	Départs volontaires pour tous les collèges	Départs volontaires pour tous les collèges

Ainsi au 31 décembre 2020, le montant total des engagements s'élève à 30 416 679 €. Le montant total des engagements comptabilisés est de 21 152 419 €.

Les sociétés du Groupement U ont adopté la méthode du «corridor» prévue par la recommandation CNC citée ci-dessus, qui consiste à étaler, sur la durée d'activité moyenne résiduelle prévisionnelle du personnel, les écarts actuariels excédant 10% de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement et la juste valeur des actifs de régime.

Avec la méthode du Corridor, les éléments ainsi comptabilisés ont été les suivants (en K€) :

En K€	2020	2019
Montant de l'engagement de clôture	30 416	25 342
Charge comptabilisée dans le compte de résultat	1 700	1 667
Ecart actuariel non comptabilisés	3 351	84
Durée d'activité moyenne résiduelle	16,73	16,98

Médailles du travail

La comptabilisation des engagements relatifs aux médailles du travail a été rendue obligatoire par la recommandation CNC 2003-R 01 C du 1er avril 2003, qui a explicitement placé les médailles du travail dans le champ d'application du règlement 2006-06 sur les passifs.

L'accord relatif à la rémunération signé le 18 octobre 2018 a fixé les modalités d'attribution et les montants de la gratification attribuée.

La provision pour médailles du travail relative aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise à la date de clôture de l'exercice s'élève à 1 148 643 € au 31 décembre 2020.

En application de l'accord précité et des hypothèses de calcul ci-dessous, la société a constaté une dotation sur provision de 51 K€ sur l'exercice.

Le calcul de ces engagements a pour hypothèses au 31 décembre 2020 :

Hypothèses de calcul des indemnités de médailles du travail

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Age de départ en retraite	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans
Taux d'actualisation	0,00%	0,37%
Taux d'inflation	Néant	Néant
Taux de revalorisation des salaires (dont inflation)	Approche différenciée entre cadres et non cadres en fonction des réalités constatées	Approche différenciée entre cadres et non cadres en fonction des réalités constatées
Turnover (démissions)	Selon statistiques adaptées à l'environnement de la société	Selon statistiques adaptées à l'environnement de la société
Table de mortalité	TVTD 2004-2006	TVTD 2004-2006
Taux de charges sociales	0,00%	0,00%
Périmètre	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques

Dettes financières

L'opération de swap d'un montant de 6 800 K€ mise en place le 17 mars 2004 pour couvrir un emprunt Société Générale à taux variable pour une durée de 15 ans s'est achevée le 19 mars 2019.

Aucune autre opération de couverture des taux d'intérêts destinée à se prémunir contre les risques de variation des marchés financiers n'a été conclue

Autres dettes

Le poste autres dettes comprend principalement le montant des avoirs à établir aux Associés.

Ventes de marchandises

Le chiffre d'affaires marchandises est déterminé après exclusion des droits de circulation et de consommation sur les alcools et des ventes directes.

Le chiffre d'affaires généré par la vente de produits est constaté lors du transfert du titre de propriété et des risques attachés, dans la mesure où toutes les obligations contractuelles significatives ont été exécutées et où l'encaissement des créances correspondantes paraît raisonnablement certain.

Production vendue de services

La production vendue de services comprend les cotisations et prestations facturées aux Associés. Les cotisations sont facturées et comptabilisées périodiquement. Les prestations sont comptabilisées lorsqu'elles sont réalisées.

Achats de marchandises

La société comptabilise le montant total des ristournes en diminution du montant des achats de marchandises.

Transfert de charges

Les transferts de charges comptabilisés sur l'exercice 2020 concernent essentiellement le traitement des avantages en nature liés aux véhicules de fonction.

Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Coopérative U Enseigne est la société mère du groupe fiscal qu'elle forme avec les sociétés suivantes :

- SCI Franquimmo
- SAS U Logistique
- SAS U Log Fontenay
- SARL SEMM
- SARL Portim
- SAS U Etablissement de paiement
- SAS Sipanor.

Conformément à la convention d'intégration fiscale :

- Les charges d'impôt sont comptabilisées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale,

- La société mère comptabilise la dette globale d'impôt vis-à-vis de l'Etat étant légalement redevable de l'impôt sur les sociétés et des contributions additionnelles,

- Les économies d'impôt réalisées par le groupe sont conservées et constatées en résultat chez la société mère,

- En cas de déficit les sociétés filiales reçoivent de la société mère à titre définitif, une somme égale à l'économie d'impôt sur les sociétés, immédiate ou potentielle, procurée à cette dernière par la prise en compte de ce déficit.

En l'absence d'intégration fiscale la société mère aurait supporté une charge d'impôt de - 500 K€.

Avec l'effet de l'intégration fiscale cette charge s'établit à - 80 K€.

La Coopérative a obtenu en février 2020 l'agrément de l'Administration fiscale pour le report sur ses résultats propres des déficits transférés dans le cadre de l'opération d'apport partiel d'actifs des branches d'activité des Centrales Régionales Système U en 2017.

Le montant total des déficits transférés s'élève à : 104 399 461 €.

La Coopérative dispose ainsi de déficits reportables d'un montant de 80 149 K€ au 31 décembre 2020.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

Nous précisons par ailleurs que les états financiers de la société ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. A la date d'arrêt des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2020 de la société, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité. Cette affirmation tient entre autres compte de l'appréciation de la direction des faits notés entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes et des conséquences attendues de l'épidémie de Covid-19. A ce titre, la direction ne s'attend pas à subir un impact significatif sur ses comptes en 2021.

NOTE 1

Etat des mouvements en valeur brute de l'actif immobilisé (en K€)

Immobilisations	Valeurs brutes au 01/01/20	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Valeurs brutes au 31/12/20
Incorporelles	237 146	1 887	1 128	237 905
Corporelles	41 060	607	719	40 948
Financières	856 245	74 828	70 219	860 854
TOTAL	1 134 451	77 322	72 066	1 139 707

NOTE 2

Etat des amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé (en K€)

Amortissements	Valeurs cumulées au 01/01/20	Dotations	Reprises	Virement compte à compte	Valeurs cumulées au 31/12/20
Immobilisations Incorporelles	3 784	651	1 128		3 306
Immobilisations Corporelles	18 115	2 661	411		20 364
Dépréciations	0				
Immobilisations financières	33 254	2 476	374		35 356
TOTAL	55 152	5 787	1 913	0	59 026
Dont dotations / reprises exploitation		3 311	1 539		
Dont dotations / reprises financières		2 476	374		
Dont dotations / reprises exceptionnelles					

NOTE 3

Variation des capitaux propres (en K€)

Le capital social est composé de 736 077 parts de 0,153 € de valeur nominale.
La variation des capitaux propres au cours de l'exercice s'analyse comme suit :

Montant au 31/12/2019	772 808
Augmentation de capital : souscriptions	
Prime d'émission, de fusion, d'apport	
Remboursement du capital et transferts de comptes	
Provisions réglementées	
Résultat de l'exercice 2020	511
TOTAL AU 31/12/2020	773 318

NOTE 4

Etat de la composition du capital social (en nombre de titres)

Détenu par des personnes physiques	2
Détenu par des personnes morales	736 075
NOMBRE DE TITRES AU 31/12/2020	736 077

NOTE 5

Variation des dépréciations et provisions (en K€)

Les dépréciations d'actif circulant s'analysent comme suit :

Dépréciations	Montants au 01/01/20	Dotations	Reprises	Virement compte à compte	Montants au 31/12/20
- des immobilisations corporelles					
- des immobilisations financières	33 254	2 476	374		35 356
- des comptes courants	0				0
- des créances Associées	9 874	6 724	3 704		12 894
- des autres créances	17		17		0
- des stocks	6 458	7 848	0		14 306
TOTAL	49 602	17 049	4 095	0	62 556
Dont dotations / reprises exploitation		14 573	3 721		
Dont dotations / reprises financières		2 476	374		

Les provisions au passif s'analysent comme suit :

	Montants au 01/01/20	Dotations au cours de l'exercice	Reprises montants utilisés au compte à compte l'exercice	Virement compte à compte	Montants au 31/12/20
Provisions réglementées					0
Provisions pour litiges					
dont litige TAC	12 598				12 598
dont litige GRC	5 930	2 745			3 185
dont autres	3 791	364	574	174	3 580
Provisions pour risques Associés	31 313	5 666	5 350		31 629
Autres provisions	14 290	10	3 173	-174	11 127
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	67 971	6 039	11 842	0	62 119
Provisions pour IFC	19 452	1 700			21 152
Provision pour impôts	2 631		1 071		1 559
Provisions médailles du travail	1 097	51			1 149
Autres provisions	251	226	251		226
TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES	23 431	1 978	1 322	0	24 087
Dont dotations / reprises exploitation		8 017	13 164		
Dont dotations / reprises financières		0			
Dont dotations / reprises exceptionnelles		0			

NOTE 6

Etat des échéances des créances (en K€)

	Montant brut au 31/12/20	Moins de 1 an	Dont plus de 1 an
Prêts et dépôts	78 515		78 515
Créances rattachées à des participations	173 090		173 090
Autres immobilisations financières	50 520		50 520
Clients et comptes rattachés	1 512 369	1 512 369	0
Autres créances	416 003	416 003	0
Charges constatées d'avance	5 207	5 207	0
TOTAL	2 235 704	1 933 579	302 125

NOTE 7

Etat des échéances des dettes (en K€)

	Montants bruts	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières ⁽¹⁾	154 107	154 107		
Concours bancaires	256 543	256 543		
Dettes financières diverses ⁽²⁾	97 029	66	96 963	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 762 794	1 762 794		
Dettes fiscales et sociales	161 865	161 865		
Dettes sur immobilisations	241	241		
Autres dettes d'exploitation	247 950	247 950		
Produits constatés d'avance	20 908	20 908		
TOTAL	2 701 438	2 604 475	96 963	0

⁽¹⁾ dont emprunts émis : 40 107 K€, dont emprunts remboursés : 50 329 K€.

⁽²⁾ dont Associés dépôt de garantie : 96 856 K€.

NOTE 8

Charges à payer à la fin de l'exercice (en K€)

La ventilation des charges à payer incluses dans les postes du passif du bilan est la suivante :

	Montants au 31/12/20
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	857
Emprunts et dettes financières diverses	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	486 186
Dettes fiscales et sociales	63 744
Autres dettes :	
- Associés	139 767
- Divers	61
TOTAL	690 616

Les dettes fournisseurs sont composées d'achats de marchandises à hauteur de 235 902 K€, d'achats de finis généraux à hauteur de 32 893 K€ de reversements Associés à hauteur de 104 699 K€ (dont PACI 76 955 K€, Carte U 6 230 K€) et pour 112 656 K€ de factures à recevoir du Groupe...

NOTE 9

Produits à recevoir à la fin de l'exercice (en K€)

La ventilation des produits à recevoir inclus dans les postes de l'actif du bilan est la suivante :

	Montants au 31/12/20
Clients associés	29 974
Clients divers	88 609
Autres créances :	
- Fournisseurs	135 075
- Produits divers	101
- Intérêts placements à terme	2 802
TOTAL	256 561

Les créances relatives aux clients divers concernent pour 50 627€ les opérations PACI et Carte U

NOTE 10

Etat des comptes de régularisation (en K€)

	Charges constatées d'avance	Produits constatés d'avance
Eléments d'exploitation	5 207	5 900
Eléments financiers		
Eléments exceptionnels		
TOTAL	5 207	5 900

Les charges constatées d'avance sont composées principalement de loyers pour 1 582 K€. Les produits constatés d'avance sont principalement liés au projet de plateforme digitale pour 4 300 K€.

NOTE 11

Ventilation du chiffre d'affaires (en K€)

	2020	2019
Ventes sur entrepôts	11 316 163	10 399 314
Prestations de service	1 042 126	958 483
Divers		
TOTAL	12 358 289	11 357 797

NOTE 12

Montant des opérations effectuées pour ordre et pour compte des Associés
incluses dans les postes de bilan (en K€)

	Montants Exercice 2020
Créances clients	84 786
Autres créances	120 314
Total actif	205 099
Dettes fournisseurs	2
Autres dettes	19 015
TOTAL	19 017

NOTE 13

Effectif moyen employé au cours de l'exercice

	2020	2019
Cadres	1 115	1 075
Agents de maîtrise	883	889
Employés	223	296
Alternants, contrats professionnalisation	104	102
TOTAL	2 325	2 362

NOTE 14

Rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas communiquée car sa publication conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

NOTE 15

Détail des charges et produits exceptionnels (en K€)

	2020	2019
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	737	67 368
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 874	4 112
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		12 598
TOTAL	4 611	84 078
Produits exceptionnels sur opération de gestion	1 016	1
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 790	1 604
Reprise sur provisions et transferts de charges	0	82 327
TOTAL	6 806	83 933
Détail des charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	307	67 368
Pénalités fiscales	734	437
Rappel impôts		118
Condamnations administratives, litiges dont dossier TAC : 64 274		65 693
Divers	3	1 119
Sur opérations en capital	3 874	4 112
Valeurs nettes comptables immobilisations incorporelles	0	1 137
Valeurs nettes comptables immobilisations corporelles	295	188
Valeurs nettes comptables immobilisations financières	3 481	2 642
Divers	98	145
Dotation aux amortissements et provisions	0	12 598
Dotation amortissements exceptionnels		
Dotation provisions litige TAC		12 598
Dotation provisions risques & charges exceptionnels		
TOTAL	4 611	84 078
Détail de produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 016	1
Remboursement abandons créances	1 000	
Divers	16	1
Sur opérations en capital	5 790	1 604
Produits de cessions immobilisations incorporelles		
Produits de cessions immobilisations corporelles	35	204
Produits de cessions immobilisations financières	5 755	1 400
Divers	0	0
Reprises sur charges exceptionnelles	0	82 327
Reprise sur provisions dossier TAC	0	76 871
Reprise sur provisions pour impôts	0	5 456
TOTAL	6 806	83 933

NOTE 16

Incidence des dispositions fiscales dérogatoires (en K€)

	2020	2019
Résultat de l'exercice	511	177
Impôts sur les bénéfices	(80)	(106)
Résultat avant impôts	431	71
Provisions réglementées		
• Dotations		
• Reprises		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS ET HORS ÉLÉMENTS DÉROGATOIRES	431	71

NOTE 17

Ventilation de l'impôt sur les sociétés (en K€)

	Avant impôts	Impôt société	Après impôts
Résultat courant	(1 765)	(761)	(1 004)
Crédits d'impôts		(1 833)	1 833
Résultat exceptionnel	2 196	781	1 415
Charges intégration fiscale		1 733	(1 733)
Participation des salariés			-
RÉSULTAT COMPTABLE THÉORIQUE	431	(80)	511
RÉSULTAT COMPTABLE REEL	431	(80)	511

NOTE 18

Situation fiscale latente (base d'imposition en K€)

Aligement et accroissement de la dette future d'impôts	2019	Régularisation à nouveau	Augmentations	Diminutions	Effet APA U Enseigne	2020
Charges non déductibles temporairement						
Congés payés non déductibles	7 125		7 433	7 125		7 433
Participation des salariés	0		0	0		-
Contribution Sociale de Solidarité	18 663		20 486	18 663		20 486
Effort construction	0		0	0		-
Provisions retraite	19 452		21 152	19 452		21 152
	0					-
Charges déduites ou produits imposés fiscalement et non encore comptabilisés						
	0			0		-
Ecart de conversion actif	251		226	251		226
Ecart de conversion passif	211		528	211		528
	0					-
Total Base	45 701	0	49 825	45 701	0	49 825
TOTAL EFFET D'IMPÔT	14 167	0	15 446	14 167	0	15 446

Taux d'impôt utilisé : 31%

NOTE 19

Éléments concernant les parties liées (en K€)

Il n'existe pas d'opération significative avec les parties liées non conclue à des conditions normales de marché.

NOTE 20

Éléments concernant les entreprises liées (en K€)

Le règlement de l'ANC n° 2016-07 du 04 novembre 2016 a supprimé l'obligation de présenter dans l'annexe le tableau concernant les entreprises liées dans les immobilisations financières, les créances et les dettes, les charges et les produits financiers du fait de la suppression de l'article R123-197 6e du Code de Commerce par le décret n° 2015-903 du 23 juillet 2015 et de la non reprise de ces dispositions dans le PCG.

NOTE 21

Engagements vis-à-vis de U GIE IRIS (en K€)

La Coopérative U Enseigne, en qualité de membre de U GIE IRIS depuis le 11/12/2012 est solidairement responsable du passif de celui-ci. Les engagements sont évalués sur la base du passif total du GIE à l'égard des tiers. Au 31 décembre 2020, le passif de U GIE IRIS se décompose comme suit:

	Montant
Emprunts bancaires	57 410
Dettes financières diverses	2 500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 831
Dettes fiscales et sociales	12 713
Dettes diverses	3 308
TOTAL	90 763

NOTE 22

Engagements donnés et reçus (en K€)

Les engagements hors bilan s'analysent comme suit et appellent les commentaires suivants :

Engagements donnés :

- Les cautions, avals et garanties intègrent les capitaux restant dus sur les divers contrats pour lesquels la société s'est portée caution ou garante,
- Les sûretés réelles sont valorisées en fonction du capital restant dû majorités, le cas échéant, des pénalités prévues aux contrats.

Engagements reçus :

- Contrats de trésorerie non utilisés à la clôture,
- Solde des contrats de crédit relais non utilisés à la clôture de l'exercice,
- Cautions reçues sur les divers prêts, créances et avances en compte courants accordés, valorisés pour leur montant brut,
- Retours à meilleure fortune.

	Engagements donnés	Engagements reçus
Achats de devises à terme		
Cautions, avals et garanties	107 109	33 399
Crédits confirmés et autorisation de découvert non utilisés		126 727
TOTAL	107 109	160 126

NOTE 23

Honoraires des Commissaires aux comptes (en Euros)

Au 31 décembre 2020, le montant total des honoraires versés aux Commissaires aux Comptes et figurant dans le compte de résultat est de 390 000 Euros se répartissant entre : Audit légal : Cabinet PWC pour 195 000 euros, Cabinet Deloitte pour 195 000 euros

NOTE 24

Engagements en matière de crédit-bail (en K€)

Il n'y a pas d'engagements hors bilan à ce titre.

NOTE 25

Comptes consolidés et titres de participation

Au 31 décembre 2020 les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes:

DESIGNATION	ACTIVITE	% PARTICIPATION	Diminutions
Coopérative U-ENSEIGNE	Centrale d'achats		Consolidante
Coopérative INFO.U	Informatique	99,95%	intégration globale
U-Gie IRIS	Informatique	23,07%	Mise en équivalence
U-LOGISTIQUE	Logistique	100,00%	intégration globale
Sci HAUTE FORET	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
Sci GRAND PAS	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
Sci FRANQUIMMO	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
Sci SAN VITO	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
Sci CLERMONT 1	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
Sarl SEMM	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
Sci SAINTE COLOMBE	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
Sci DARGETTE LANGON	Immobilier entrepôt	100,00%	intégration globale
EXPAN U NATIONALE	Développement du réseau	46,97%	intégration globale
EXPAN U OUEST	Développement du réseau	45,06%	intégration globale
EXPAN U NORD OUEST	Développement du réseau	49,00%	intégration globale
EXPAN U EST	Développement du réseau	49,09%	intégration globale
EXPAN U SUD	Développement du réseau	49,10%	intégration globale
SNC DORNINVEST	Développement du réseau	100,00%	intégration globale
Sas PORTEX	Développement du réseau	94,90%	intégration globale
Sarl PORTIM	Développement du réseau	100,00%	intégration globale
Gie U (devenu SNC U)	Développement de l'enseigne	100,00%	intégration globale
DE PAIEMENT	Services financiers	100,00%	intégration globale
Sas SIPANOR	Immobilier bureaux	100,00%	intégration globale
U CENTRALE EXPORT	Centrale d'achats	54,00%	intégration globale
Centrale Envergure	Centrale d'achats	50,00%	intégration proportionnelle

NOTE 26

Tableau des filiales et des participations directes (en K€)

Centrale	Date de clôture	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés		Chiffres d'affaires du dernier exercice clos	Résultat comptable du dernier exercice clos
					Brut	Net	Brut	Net		
EURL PORTIM SUD	31/12/2020	8	279	100,00%	432	432	22 198	22 198	-	197
U LOGISTIQUE	31/12/2020	132 850	20 116	100,00%	313 529	313 529	-	-	773 505	74
U PARTNERS	31/12/2020	75	17	100,00%	75	75	-	-	-	2
UEP	31/12/2020	10 000	306	100,00%	10 000	10 000	-	-	44 834	7
SIPANOR	31/12/2020	40	2 529	100,00%	5 226	5 226	-	-	454	38
SNC DORNINVEST	31/12/2020	1 355	23 130	99,99%	23 867	23 867	31 524	31 524	1	644
SCI EXPO ST BRES	31/12/2020	30	218	99,99%	0	0	341	341	62	34
INFO U	31/12/2020	37	627	99,89%	37	37	1 348	1 348	48 965	72
SAS PORTEX	31/12/2020	500	41 628	90,00%	21	0	23 246	19 732	53	700
U CENTRALE EXPORT	31/12/2020	178	195	59,77%	97 246	97 246	-	-	114	68
CENTRALE ENVERGURE	31/12/2020	50	536	50,00%	25	25	-	-	3 955	194
SA EXPAN U SUD	31/12/2020	42 674	7 108	49,20%	19 992	17 723	-	-	1 287	331
SA EXPAN U EST	31/12/2020	20 500	2 150	49,00%	11 098	11 098	-	-	1 538	630
SA EXPAN U NORD OUEST	31/12/2020	6 247	1 294	49,00%	3 760	3 510	1 538	1 538	18	533
SA EXPAN U OUEST	31/12/2020	74 126	794	45,06%	33 608	33 608	445	445	34 842	327
SA UPSO	31/12/2020	551	1 663	42,54%	234	234	6	6	6	6
PRAS U NORD OUEST	31/12/2020	19	9	39,85%	18	18	-	-	-	-
U GIE IRIS	31/12/2020	5 214	590	19,23%	1 003	1 003	560	560	117 063	1
VIVILC (Ex TEA)	31/12/2020	140	590	9,67%	1 071	1 071	-	-	8 532	8 079
Corp Mairal (UPP)	31/12/2020	19 31	31 926	5,18%	1 000	1 000	10	10	447 638	24
PROXI U NORD OUEST	31/12/2020	1 171	182	1,64%	16	16	21	21	1 237	16
U EXPRESS OUEST	31/12/2020	6 461	687	0,00%	0	0	-	-	-	-
SYSTÈME U NORD OUEST	31/12/2020	5 129	77 152	0,00%	-	-	16 210	16 210	277	2
SYSTÈME U OUEST	31/12/2020	21 931	302 460	0,00%	-	-	21 735	21 735	18 962	2
SYSTÈME U SUD	31/12/2020	10 241	106 484	0,00%	-	-	16 329	16 329	413	2
SYSTÈME U EST	31/12/2020	10 778	189 394	0,00%	-	-	-	-	-	-
DIVERS (ECO FOLIO, GENOL, ECT TLC, ECO DLS, SNEP)	31/12/2020	-	-	-	24	24	-	-	-	-
Sous total CENTRALE					522 282	519 742	154 414	150 901	-	-

Exploitation										
SAS NOLEX	31/05/2020	37	230	100,00%	727	727	150	150	1 298	28
SAS BRIDIS	31/05/2020	500	5 925	100,00%	552	552	11 448	11 448	64 824	1 632
SAS MARCOMMEDIS	30/09/2020	5	3 515	100,00%	0	0	2 553	29	19 052	560
SAS PROCAMY	31/12/2020	3 060	3 372	100,00%	329	329	549	549	11 208	280
SAS BRBL	31/12/2020	3 457	186	35,53%	1 226	1 226	379	379	48 136	312
SAS MAG IDS	31/07/2020	37	2	5,00%	-	-	174	174	5 536	161
SAS REXTER CALCHER ALIMENTATION	30/09/2020	156	84	0,00%	0	0	-	-	17 820	229
SAS 2A DISTRIBUTION	31/01/2020	600	44	1,00%	6	6	-	-	18 792	25
SAS MAVER	31/01/2020	185	593	1,00%	13	13	-	-	13 287	234
SAS TARADIS	31/05/2020	100	547	1,00%	1	1	-	-	21 119	439
SAS IFS DIS	31/05/2020	200	484	1,00%	2	2	-	-	12 487	113
SAS VDA	31/05/2020	440	626	1,00%	40	40	-	-	5 313	112
SAS SUNY II	31/03/2020	680	1 863	1,00%	103	103	-	-	16 712	415

Informations complémentaires

Informations complémentaires

	Date de clôture	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part détenue en %	Valeur comptable des titres détenus			Prêts et avances encore remboursés	Chiffres d'affaires du dernier exercice clos	Résultat comptable du dernier exercice clos
					Brut	Net	Net			
SARL PROXAGNE	30/09/2020	101	116	0,10%	0	0	0	0	18 834	133
SAS LAMADIS	30/09/2020	165	1 192	0,04%	0	0	0	0	15 480	752
SAS BOMFADIS	30/09/2020	50	554	0,02%	1	1	1	1	12 211	375
SAS BISCADIS	30/09/2020	99	1 275	0,02%	0	0	0	0	24 680	313
SAS Dueti Pilem	30/09/2020	287	621	0,01%	0	0	0	0	2 333	151
Sous total d'exploitation					3 004	3 004	15 353	12 829		

Filiales non affectées

SAS VAL DE SAMBRE	31/12/2020	46	525	100,00%			122	122		18
SAS GATJUDIS	30/09/2020	408	2 567	100,00%	3 189	3 189				79
SAS MAC'CN	31/03/2020	180	3 369	100,00%	0	0	1 113	1 113		37
SARL HARMONIE	31/05/2020	1	1 196	100,00%	0	0	609	609	0	63
SARL JDPR	31/03/2020	2	281	99,00%	79 870	79 870				40
SCI BOIS GEORGES	31/12/2020	2	394	1,00%	1	1				1
SAS BRISAGO	31/03/2020	80	668	1,00%	2	27	1 644	1 644		37
SCI CASARAH (dénommée via Briago)	31/03/2020	1	673	0,00%			515	515		7

Sous total filiales non affectées

					83 087	83 087	4 004	4 004		
--	--	--	--	--	---------------	---------------	--------------	--------------	--	--

Holding

SAS MAET	31/12/2020	40	626	100,00%	0	0	1 664	1 114		602
SAS YSATIS	31/05/2020	250	774	100,00%			228	151		15
SARL OP COQUELICOT	30/09/2020	1	9	95,00%	200	200	26	26		4
SAS OILTI	30/04/2020	305	1 805	63,00%			2 069	0		1 041
SAS JSA	31/03/2020	1 250	1 768	51,00%	62	62	5 107	5 107	76	84
MFEG	31/12/2020	30	1	50,00%	257	257			330	0
SAS - DISTRIWALD	31/01/2020	40	175	0,25%	0	0	0	0		-159
Sous total Holding					519	519	9 093	5 397		

Immobilier (terrain + bâtiment)

SCI DU CEDRE	31/12/2020	150	668	100,00%	3 389	3 389	3 541	3 541	674	68
SCI CHIMMO	30/09/2020	1	957	0,01%	1	1	20	20	83	361
SCI AGASIS	31/12/2020	2	254	100,00%	2	2	29	29	56	35
EURL DISTRIKAS	31/12/2020	728	1 259	100,00%			239	79	55	6
SCI GAUDIN PIERRE	31/12/2020	2	236	100,00%			247	32		3
SCI FRANCOM EXPANSION	31/12/2020	27	1 444	99,94%	1 262	1 262	273	273	732	122
SCI L'ARCHANGE	31/12/2020	1	2 052	99,90%			2 679	2 468	191	66
SCI ALEC	31/01/2020	2	244	90,00%	2	2	1 222	1 222	286	39
SCI VEGUY	31/12/2020	1	97	3,00%					28	26
SCI IMMOMENILS	31/12/2020	1	456	1,00%	0	0			2 571	44
SCI PHILIPPO	31/12/2020	2	19	1,00%	0	0	0	0	364	81
SCI IMMODIX	31/12/2020	2	363	1,00%						13
SCI du 8 mai	31/12/2020	1	138	1,00%	0	0			3	142
SCI Castel Fox	31/12/2020	2	65	0,67%	0	0			97	1
SCI LA GOUTTERE (Super U)	31/12/2020	5	131	0,20%	0	0			136	89
SCI EGAT IMMO	31/12/2020	1	30	0,10%	0	0			353	22

SCI IMMOTHUIR	31/12/2020	1	349	0,10%	0	0			678	258
SCI IMMOPIGNAN	31/12/2020	1	497	0,10%	0	0			430	211
SCI MADAILLAN	31/12/2020	10	174	0,01%	0	0			281	61
SAS - LOQIM	31/12/2020	5	5 368	100,00%	1 626	1 626	21 692	21 692	2 385	324
SCI IMMOMONT	31/12/2020	1	90	0,10%	0	0			237	82
Sous total Immobilier					6 282	6 282	29 943	29 357		

Loueur de Fonds

SAS - ABDIS	31/12/2020	2	1 613	100,00%	7 104		16 490	15 461	1 971	474
SAS - ABDM	31/12/2020	2	1 196	100,00%	2 839	563	31 814	31 814	2 203	350
SAS - LOQDIS	31/12/2020	2	6 741	100,00%	2 383		22 391	15 038	4 390	183
SAS BRUDISCAUT	30/09/2020	40	816	100,00%	0	0	1 079	1 079	201	871
SAS CLAUDIS	31/10/2020	87	1 959	0,99%	79	79			898	241
SAS DE LA VALLÉE	31/12/2020	76	760	100,00%	4 019	1 669	66	66	585	53
SAS INTERLINGRD	31/01/2020	61	492	5,00%	94	94	3 060	3 060	538	132
SAS MOTTIN	30/09/2020	8	2 993	100,00%	3 393	3 393	1 762	1 762	629	288
SAS NEULLY LA FOINTE	31/12/2020	3 650	3 272	0,99%	90	90			2 109	1 213
SAS STD	30/06/2020	150	468	1,00%	23	23			242	125
SAS VERDI	30/09/2020	150	533	1,00%	69	69			720	102
Sous total Loueur de Fonds					20 092	5 979	76 663	68 280		

Terrain / Filiales Projet

SCI LAVENIR	31/12/2020	46	43	100,00%	46	46	98	98		10
SCI MEZIMMO	31/12/2020	2	208	99,00%	2	2	458	458	1	112
SCI Castel'o	31/12/2020	2	121	0,67%	0	0			2	2
SCI ROBI	31/12/2020	10	574	0,10%	0	0				16
SARL Hellen Immo	30/06/2020	2	637	0,67%	0	0				78
GALIBOT SCI	31/12/2020	10	12	0,01%	0	0	10	10		2

Sous total Terrains - Filiales Projets

Sous total Terrains - Filiales Projets					47	47	566	566		
Autres										
SIACOREC					2 203	2 203	660	660		
DEPOTS DE GARANTIE							5 180	5 180		
PRÊT CONSTRUCTION CIL							2 137	2 137		
CREDIT COOPERATIF					865	865				
SYNERGIE					50	50				
BANQUES (BIP - CPME)					25	25				
Sous total Autres					3 143	3 143	7 977	7 977		

TOTAL GÉNÉRAL

					638 456	621 803	298 014	279 311		
--	--	--	--	--	----------------	----------------	----------------	----------------	--	--

Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: 60F4D6635A794A2CB804B9C97A19B1DF

État: Complétée

Objet: Veuillez signer avec DocuSign : COOPERATIVE U ENSEIGNE RCA 2020.pdf

Enveloppe source:

Nombre de pages du document: 16

Signatures: 1

Émetteur de l'enveloppe:

Nombre de pages du certificat: 1

Paraphe: 0

Stephanie Camacho-Boukhlof

Signature dirigée: Activé

6 place de la Pyramide

Horodatage de l'enveloppe: Désactivé

Paris-la-Défense Cedex, Ile-de-France 92908

Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

Adresse IP: 77.140.61.13

Suivi du dossier

État: Original

Titulaire: Stephanie Camacho-Boukhlof

Emplacement: DocuSign

07/06/2021 14:14:15

Événements de signataire**Signature****Horodatage**

XAVIER BELET

XAVIER BELET

Envoyée: 07/06/2021 14:15:59

Consultée: 07/06/2021 14:25:22

Signée: 07/06/2021 14:26:02

Partner

PricewaterhouseCoopers Audit

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique

Sélection d'une signature : Style présélectionné

En utilisant l'adresse IP: 195.25.84.59

Détails du fournisseur de signature:

Type de signature: Signer Held EU Qualified

Émetteur de la signature: BE-YS SIGNATURE
AND AUTHENTICATION CA NC**Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:**

Non offert par DocuSign

Événements de signataire en personne Signature**Horodatage****Événements de livraison à l'éditeur****État****Horodatage****Événements de livraison à l'agent****État****Horodatage****Événements de livraison intermédiaire État****Horodatage****Événements de livraison certifiée****État****Horodatage****Événements de copie carbone****État****Horodatage****Événements de témoins****Signature****Horodatage****Événements notariaux****Signature****Horodatage****Récapitulatif des événements de l'enveloppe****État****Horodatages**

Enveloppe envoyée

Haché/crypté

07/06/2021 14:15:59

Livraison certifiée

Sécurité vérifiée

07/06/2021 14:25:22

Signature complétée

Sécurité vérifiée

07/06/2021 14:26:02

Complétée

Sécurité vérifiée

07/06/2021 14:26:02

Événements de paiement**État****Horodatages**



ENSEIGNE
Coopérative

COOPERATIVE U ENSEIGNE

Société Anonyme Coopérative à capital variable

Siège social : 20 rue d'Arcueil

Parc Tertiaire ICADE - Bâtiment Montréal

94150 RUNGIS

304 602 956 RCS CRETEIL

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 22 JUIN 2021**

*Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020
soumise et adoptée par l'assemblée générale ordinaire annuelle
du 22 juin 2021*

TROISIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élevant à 510 788,55 euros en totalité au compte "Report à Nouveau".

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Monsieur Dominique SCHELCHER
Président Directeur Général

COOPERATIVE U ENSEIGNE

**Rapport des Commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
6, Place de la Pyramide
92908 Paris La Défense Cedex

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

A l'Assemblée Générale
Société Anonyme Coopérative
COOPERATIVE U ENSEIGNE
Parc Tertiaire ICADE
20, rue d'Arcueil
94533 Rungis Cedex

A l'Assemblée Générale de la société Coopérative U Enseigne

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COOPERATIVE U ENSEIGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations comptables significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 27 avril 2021 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur- Seine et Paris-la-Défense, le 7 juin 2021

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés

XAVIER BELET

Xavier BELET



Bénédicte SABADIE